

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 décembre 2025

PROJET DE LOI RELATIF À LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES SOCIALES ET FISCALES
- (N° 2115)

Adopté

N° AS207

AMENDEMENT

présenté par

Mme Taillé-Polian, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE 29

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article instaure une forme de présomption de culpabilité pour les assurés suspectés de fraude. La suspicion des bénéficiaires d'aides sociales les placent dans un état de potentiels fraudeurs permanents.

Ici la suspension conservatoire de prestation ou allocation a lieu avant que la fraude soit établie. C'est un pas de plus dangereux que franchit ce projet de loi dans la stigmatisation des bénéficiaires. Cette mesure renverse fondamentalement la logique même de notre modèle social en le transformant en un modèle punitif où le soupçon peut couper l'accès à des ressources vitales - souvent dernier filet de sécurité pour nombre de foyers précaires.

La suspension d'allocations peut avoir des conséquences dramatiques : impossibilité de payer le loyer, situations d'endettement, précarité alimentaire, perte d'emploi voire perte de logement.

De plus, cette mesure semble être contraire aux droits de la défense: la fraude n'a plus besoin d'être prouvée, un examen réalisé par des professionnels est désormais absent, le récit des bénéficiaires n'est plus pris en compte. Les garanties du respect du contradictoire sont seulement renvoyées à un décret en Conseil d'Etat ce qui est extrêmement inquiétant

Enfin, les directeurs et directrices d'organismes sont garants du bon fonctionnement de leurs structures et se doivent ainsi de s'assurer de l'accès aux droits de toutes et tous plutôt que de se substituer aux agents de contrôle. Dénaturer de la sorte leurs fonctions les met dans une position de juge et d'exécutant de sanctions.